



Déclaration FSU54

CDEN de Meurthe-et-Moselle du 3 septembre 2015.

Monsieur Le Préfet,
Monsieur Le Directeur Académique,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Si la rentrée scolaire s'est « techniquement » bien déroulée, c'est grâce au professionnalisme des enseignants, des autres personnels de l'Education Nationale et de tous les agents territoriaux qui interviennent dans les établissements scolaires. Mais cela n'empêche pas les enseignants d'être déçus et démoralisés voire découragés, dès le 1^{er} septembre.

- Découragés car l'avenir de nos professions semble bouché, les réformes qui se succèdent ne prennent aucunement en compte les avis de la profession.
- Découragés de voir les effectifs continuer à gonfler.
- Découragés par le sentiment de solitude et d'impuissance dès lors qu'il s'agit de trouver les réponses adaptées pour faire face à la grande difficulté scolaire.
- Découragés par les injonctions permanentes et l'infantilisation des enseignants du 1^{er} degré à l'occasion de l'organisation de la pré-rentrée : aux deux journées traditionnellement librement utilisées par les équipes pour préparer la rentrée, notre hiérarchie reprend la main et, sans concertation, impose aux équipes une journée laissée à sa discrétion...

La parole de la profession semble ne plus être entendue, et nous allons nous saisir de ce CDEN pour rappeler les raisons qui poussent nos collègues à se sentir abandonnés et déclassés.

Dans le premier degré, nous ne pouvons que vous alerter sur la priorité à l'école primaire tant affichée, tant rappelée qui ne fait pas sens et dont les effets concrets sont toujours attendus par les personnels. Certes les suppressions massives de postes ont été stoppées depuis trois ans mais pour la Meurthe et Moselle, à cette rentrée, c'est encore moins 9 postes. Ce sont aussi 16 écoles qui ont fermé définitivement leurs portes dans notre département. Au nom d'impératifs économiques et financiers, on regroupe, on restructure, on transfère et on ferme ! Une situation inédite qui nous interpelle fortement tant sur le fond que la forme. Car derrière ces choix, il y a des enseignants, des élèves, des parents qui se retrouvent souvent mis devant le fait accompli faute de réelles concertations menées bien en amont. Ainsi pour les uns, ce sont des changements d'affectation mal vécus, pour les autres des temps de « ramassage scolaire plus long » et une fatigabilité accrue. Ne l'oublions pas, ce sont aussi des territoires qui se vident de leurs écoles, de leurs services publics. Aussi à force de rechercher à tout prix l'économie budgétaire, on aboutit à ce que des refus de prise en charge des frais de transport, dorénavant appliqués sur la Communauté Urbaine du Grand Nancy, empêchent des enfants en situation de handicap d'être scolarisés dans des classes spécialisées type CLIS ou ULIS Ecole.

Au final, les mesures de carte scolaire retenues ne permettront pas de baisser significativement les effectifs par classe, de rétablir des RASED complets, de généraliser le plus de maîtres que de classes...

Et que dire de la formation continue qui sera une fois de plus inexistante pour la quasi-totalité de la profession alors que les enseignants doivent mettre en œuvre à cette rentrée et d'ici 2016, les nouveaux programmes de l'école maternelle et élémentaire, un nouvel enseignement moral et civique, un nouveau parcours d'éducation artistique et culturelle, un nouveau dispositif d'évaluation CE2 ...etc...sans oublier la rédaction des nouveaux projets d'école.

Dans le second degré, la rentrée dans les collèges est marquée par bien des interrogations à propos de la réforme du collège imposée d'en haut. L'intersyndicale a décidé d'une journée de grève le 17 septembre .Nous demandons au gouvernement d'entendre les personnels, nous ne pouvons pas rester sur un échec du dialogue social. La FSU est la première fédération de l'Education Nationale, et elle pense que le gouvernement doit accepter de reconnaître qu'il s'est trompé, de revoir les textes et reprendre le chantier, sans quoi on fera semblant et les conséquences seront lourdes. Nous demandons donc au gouvernement et à ses représentants d'avoir le courage de faire de l'éducation une réelle priorité et non pas un slogan.

Au bout du compte, que dit-on implicitement aux enseignants « Exécutez, fonctionnez et débrouillez-vous ! ». Et que dire de la nouvelle lubie de notre Ministre invitant les parents d'élèves à venir signer dans les écoles la charte de la laïcité, sans aucune concertation avec les équipes enseignantes ? Nous dira-t-on aussi « débrouillez-vous » lorsque des parents d'élèves refuseront de signer la charte de la laïcité ? Affichée dans les écoles depuis 2013, nous aimerions savoir, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, combien, dans notre département, d'enseignants ont été formés pour pouvoir présenter, discuter et débattre avec les parents d'élèves de cette valeur, que nous défendons tous, mais qui ne saurait se laisser enfermer dans des carcans caricaturaux : je signe/je ne signe pas. Nous comptons aussi sur vous, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, pour informer le CDEN sur la signification de cette signature. Parce que notre Ministre ne nous n'a pas donné le mode d'emploi ! Alors, nous vous proposons plusieurs lectures possibles :

1. *J'ai pris connaissance de la charte sur la laïcité.*
2. *J'ai pris connaissance de la charte et je m'engage à la respecter. Je ne veux pas d'histoires.*
3. *Je partage les valeurs de laïcité défendues dans la charte. Je m'engage à les défendre.*
4. *En début d'année scolaire on me demande de signer l'emploi du temps, la charte informatique, le règlement intérieur, la fiche de renseignement etc ... un truc de plus à signer, je signe.*

Madame la Ministre a annoncé un budget en hausse de 500 millions d'euros. Mais une fois passé l'effet d'annonce, ce budget va être juste pour faire tout ce qu'il y a à faire. Il faut finir ce quinquennat avec des promesses encore non abouties : les postes, la formation, la question de l'éducation prioritaire, la réforme du lycée et notamment des mesures pour les lycées professionnels. Tout cela va coûter un peu d'argent. Or, il reste beaucoup à faire. D'autant que la question des salaires est bel et bien dans les salles des maîtres et des professeurs, en cette rentrée.

Le métier d'enseignant n'est plus attractif et Madame la Ministre a trop tendance à vouloir jouer de la méthode Coué et dire que tout va bien. Or, il y a une réelle crise de recrutement due à l'attractivité globale du métier et à un déficit de rémunération évident - les enseignants français sont les moins bien payés de l'OCDE. Il faut pré-recruter, c'est-à-dire donner à des étudiants des moyens de faire leurs études et de passer les concours.

La FSU porte un projet éducatif ambitieux pour la réussite de tous les élèves. Loin de toute forme d'accompagnement et de complaisance que nous laissons à d'autres, nous ne pouvons-nous satisfaire de la politique menée par ce gouvernement. Il y a urgence à traduire concrètement une priorité affichée depuis plus de trois ans, il y a urgence à répondre aux revendications légitimes de toute une profession qui a besoin de reconnaissance et d'attractivité, conditions nécessaires pour juguler la crise de recrutement majeure qui se poursuit et amoindrir la désespérance de nos collègues.

Dans un tel contexte d'austérité budgétaire, de crise sociale et environnementale, la préparation de l'avenir nécessite de placer réellement l'éducation au cœur des politiques à conduire et améliorer la situation des personnels de l'Education Nationale en redonnant de l'espoir en l'avenir.

Dans un climat de tension marqué par la situation des migrants, l'avenir de l'Europe, les préoccupations sur l'emploi et les salaires ou encore la réforme territoriale des régions aux lourdes conséquences qui échappe à tout débat démocratique... la FSU ne fera ni dans la méthode Coué ni dans la caricature, elle va continuer de s'employer à affronter les débats, les questions, les problématiques actuelles, à mobiliser les salariés afin d'offrir des perspectives d'avenir à toutes et tous !